

Côte d'Ivoire: retour au calme à Bouaké après la manifestation d'ex-rebelles

BOUAKÉ (AFP) - Le calme est revenu mercredi soir à Bouaké, le fief de l'ex-rébellion ivoirienne des Forces nouvelles (FN), où la sécurité a été renforcée après la manifestation d'ex-combattants survenue dans la matinée, a-t-on appris auprès des FN.



D'anciens rebelles des Forces nouvelles sont "démobilisés", en mai 2008 à Bouaké (© AFP/archives - Issouf Sanogo)

Trois éléments des FN, qui ont profité des troubles pour tenter de voler des motocyclettes, ont été "lynchés" par la population, a indiqué par ailleurs à l'AFP le porte-parole de l'état-major des Forces armées des FN (branche armée de l'ex-rébellion), le commissaire principal Seydou Ouattara.

Sérieusement blessés, ils ont été transportés au centre hospitalier de Bouaké (centre de la Côte d'Ivoire), a-t-il précisé en démentant des informations selon lesquelles des ex-combattants étaient morts.

Dans la matinée, plusieurs dizaines d'ex-soldats, souvent armés de gourdins, machettes et parfois de fusils, étaient descendus dans les rues, pillant des magasins et arrachant des véhicules aux conducteurs.

Ils réclamaient le versement de la prime mensuelle de 90.000 FCFA (137 euros), prévue pour chaque soldat démobilisé.

"Le calme est de retour mais des mesures ont été prises", notamment des patrouilles mixtes comprenant des soldats FAFN et des casques bleus des Nations unies, a indiqué à l'AFP le porte-parole des FN, Sidiki Konaté.

Les mêmes manifestants, des "volontaires à l'armée nouvelle" (VAN), c'est-à-dire des ex-combattants promis à être intégrés dans l'armée nationale, avaient déjà manifesté lundi pour la même raison.

M. Konaté s'est dit "surpris" de cette nouvelle manifestation alors que le Premier ministre Guillaume Soro, également chef des FN, avait dépêché mardi une "équipe financière" qui a commencé à verser les primes dans la matinée de mercredi.

Le "léger retard d'une semaine" dans le paiement était dû à la fois à un "problème technique" mais aussi au succès de l'opération de regroupement des ex-combattants qui a entraîné un surcoût imprévu, a-t-il expliqué.

Environ 4.200 éléments, sur un effectif officiel de 36.000, ont déjà été encasernés dans le cadre du processus de regroupement, première étape du désarmement des ex-combattants.

Parmi eux figurent 1.200 VAN, tandis que les autres doivent retourner à la vie civile via des programmes de réinsertion ou un "service civique".

Tous reçoivent une "allocation forfaitaire mensuelle" de 90.000 FCFA jusqu'à leur réinsertion ou leur intégration dans l'armée.

Le regroupement des ex-rebelles a été relancé le 2 mai après plusieurs tentatives ratées depuis la signature en mars 2007 de l'accord de paix de Ouagadougou avec le président Laurent Gbagbo, faute de moyens selon le gouvernement.